

Les résultats des établissements de crédit en 2002 et au premier semestre 2003

En dépit d'un contexte économique et financier dégradé, les établissements de crédit français ont affiché des résultats globalement satisfaisants en 2002. Le produit net bancaire a légèrement augmenté, principalement grâce au dynamisme des activités de banque de détail, tandis que les portefeuilles-titres ont été soumis aux turbulences des marchés de capitaux, générant une baisse des revenus nets et une augmentation des dotations nettes aux provisions. Les charges d'exploitation ont faiblement augmenté et la hausse du coût du risque de crédit, entamée en 2001, est demeurée contenue. Au final, le résultat net sur base sociale de l'ensemble des établissements de crédit s'est accru de 4,7 %. Au premier semestre 2003, le ralentissement de l'activité économique intérieure et la reprise des marchés boursiers intervenue au deuxième trimestre se sont traduits par une stabilité des résultats.

Jean-Luc CAYSSIALS
Catherine GOUTEROUX
*Secrétariat général de la Commission bancaire
Direction de la Surveillance générale du système bancaire
Service des Études bancaires*

L'analyse porte sur les résultats enregistrés en 2002, d'une part sur base sociale pour l'ensemble des établissements de crédit et d'autre part sur base consolidée pour un échantillon composé de sept grands groupes bancaires. Elle est éclairée par une comparaison avec les tendances observées pour les grandes banques des principaux pays industrialisés. Enfin, un éclairage est donné sur les évolutions intervenues en France au premier semestre 2003, sur base sociale pour l'ensemble des établissements et sur base consolidée pour cinq grands groupes.

Des informations plus détaillées peuvent être obtenues dans les documents publiés par le Secrétariat général de la Commission bancaire et, en particulier, dans le second volume des *Analyses comparatives 2002*¹ consacré aux résultats des établissements de crédit. Le premier volume des *Analyses comparatives*, paru en août 2003, portait sur l'activité des établissements de crédit en 2002. Pour une analyse comparative avec les grands groupes bancaires étrangers, le lecteur peut se reporter au *Bulletin* n° 29 de la Commission bancaire, de novembre 2003¹.

¹ Les deux volumes, intitulés respectivement *Analyses comparatives – Volume 1 – L'activité des établissements de crédit* et *Analyses comparatives – Volume 2 – Les résultats des établissements de crédit*, ainsi que le *Bulletin* n° 29 de la Commission bancaire sont en vente, au prix de EUR 22 TTC chacun, auprès du service Relations avec le public de la Banque de France (75049 Paris Cedex 01) – Tél. : 01 42 92 39 08.

1. Les résultats sociaux en 2002

Résultats sociaux 2002

Ensemble des établissements de crédit - Ensemble de l'activité

	(montants en milliards d'euros, variation en %)		
	2001	2002	Variation
Produit net bancaire	74,9	77,0	2,8
Frais de structure	49,6	50,4	1,4
Résultat brut d'exploitation	25,2	26,6	5,5
Dotations nettes aux provisions et pertes nettes sur créances irrécupérables	4,2	4,4	6,3
Résultat d'exploitation	21,0	22,2	5,4
Résultat courant avant impôt	24,6	23,5	- 4,2
Résultat net	17,7	18,6	4,7

Source et réalisation : Secrétariat général de la Commission bancaire

1.1. Le produit net bancaire a légèrement progressé

Le produit net bancaire de l'ensemble des établissements de crédit, sur toutes leurs zones d'activité, s'est accru de 2,8 % en 2002.

S'agissant des opérations avec la clientèle, le produit net a diminué de 7,6 %, pour s'établir à 77 milliards d'euros, et ceci malgré un certain dynamisme en banque de détail. Du côté des produits, les opérations de crédit à l'habitat ont généré des revenus en légère progression par rapport à 2001, alors que les produits issus des crédits de trésorerie, des crédits d'équipement et des comptes ordinaires débiteurs ont baissé. Les commissions comptabilisées sur l'ensemble de ces opérations ont, en revanche, enregistré une hausse sensible de l'ordre de 14 %. De leur côté, les charges sur les comptes à terme ont reculé sensiblement tandis que celles relatives aux comptes d'épargne à régime spécial ont augmenté faiblement. La marge sur les opérations avec la clientèle s'est ainsi légèrement dégradée en 2002, revenant de 3,37 % à 3,24 % sur base métropolitaine et de 3,21 % à 3,11 % sur l'ensemble de l'activité. L'effet-volume positif lié à une demande de crédits soutenue a été atténué par un effet-prix moins favorable. Le coût moyen des ressources a, certes, baissé (2,89 %, contre 3,4 %), mais le rendement moyen des crédits a, lui aussi, diminué (6,14 %, contre 6,81 %). En effet, le marché de la banque de détail est demeuré très concurrentiel même si certains établissements ont constaté une amélioration du niveau des marges.

Le produit net des opérations de crédit-bail a également reculé (- 5,9 %).

Les commissions ont enregistré des évolutions disparates dans leurs composantes. Globalement les opérations de services financiers, qui concentrent l'essentiel des commissions, ont vu leur produit net reculer de 5,2 %, à 10,9 milliards d'euros. La baisse des marchés financiers et la diminution des volumes de transaction ont généré un repli des commissions sur opérations sur titres gérés ou en dépôt (- 4,9 %), des commissions sur titres pour le compte de la clientèle (- 14,1 %) et

de celles sur activités de conseil (– 29,9 %). Les commissions perçues sur les autres types d'opérations (moyens de paiement, par exemple) ont, en revanche, mieux résisté (+ 10,9 %). De même, les commissions sur les opérations avec la clientèle ont augmenté de 14 %. Au final, la part des commissions dans le produit net bancaire, qui n'avait cessé de croître au cours des derniers exercices, s'est contractée, revenant de 27 % en 2001 à 26,3 % en 2002.

Concernant les opérations de hors-bilan, l'évolution à la baisse (– 23,6 % avec un produit net de 9,4 milliards d'euros) recouvre des situations très contrastées. Elle s'explique en grande partie par les opérations sur instruments de taux et les autres instruments. S'agissant des instruments de taux, il convient de souligner que cette baisse (– 37,3 %) est concentrée dans les plus grands établissements et plus précisément dans les implantations à l'étranger. Au contraire, la baisse des produits nets sur les autres instruments (– 30,1 %), qui regroupe notamment le compartiment actions, s'est produite essentiellement sur base métropolitaine. Rappelons que ces opérations se caractérisent par une forte volatilité et qu'il s'agit, pour partie, d'opérations complexes de couverture ou d'arbitrage qui associent des éléments de bilan sur lesquels les résultats sont de sens inverse.

La baisse des taux d'intérêt a profité, en revanche, aux opérations de refinancement sur les marchés. En effet, les opérations interbancaires ont dégagé une charge nette de 0,6 milliard d'euros seulement, en nette baisse par rapport à 2001 (charge nette de 6,1 milliards). La baisse des taux d'intérêt combinée au recul de la position nette emprunteuse (– 12,1 % sur la base des encours moyens) explique cette évolution particulièrement favorable. Les opérations de pension livrée et les dettes constituées par des titres (toutes deux enregistrées dans les opérations sur titres) ont bénéficié aussi de ce contexte de taux bas (cf. *infra*).

Les opérations de financement à long terme ont généré un produit net de 6,1 milliards d'euros, en augmentation de 40,1 %.

Les produits accessoires et divers nets, intégrés au produit net bancaire, ont atteint près de 2,6 milliards d'euros, en progression de 13,2 %.

De même, le produit net dégagé par les opérations de change a sensiblement augmenté, passant de 1,3 milliard d'euros en 2001 à 2 milliards d'euros en 2002.

Enfin, les opérations sur titres, prises dans leur ensemble, ont dégagé une charge nette en diminution de 23,7 %, à 7,6 milliards d'euros. Du côté des emplois, le rendement du portefeuille-titres a sensiblement baissé, revenant de 4,81 % en 2001 à 4,36 % en 2002. Valorisés au cours de marché, les gains nets sur titres de transaction se sont fortement réduits (– 59,8 %, à 1,9 milliard d'euros), certains établissements ayant réalisé des pertes nettes sur ce portefeuille. Les titres de placement et les titres de l'activité de portefeuille ont fait l'objet de dotations nettes aux provisions pour dépréciation des portefeuilles de l'ordre de 954 millions d'euros. Du côté des ressources, les charges liées aux opérations sur titres, principalement composées des dettes constituées par des titres, ont fléchi du fait de la détente des taux de marché. Quant aux opérations de pension livrée, la charge nette a également sensiblement diminué, en liaison avec la réduction de la position nette emprunteuse et les évolutions de taux.

De fait, la marge globale d'intermédiation, qui prend en compte l'ensemble des opérations d'intermédiation au sens large ², a légèrement progressé en 2002 (de 1,06 % à 1,17 % sur l'ensemble de l'activité), après plusieurs exercices consécutifs de baisse. Quant à la marge bancaire globale ³, elle s'est faiblement détériorée, revenant sur base métropolitaine de 1,65 % à 1,63 %, et sur l'ensemble de l'activité de 1,66 % à 1,63 %.

1.2. Les frais d'exploitation ont peu augmenté, tandis que la hausse du coût du risque de crédit est demeurée contenue

Les charges générales de fonctionnement (frais généraux, dotations aux amortissements et autres charges diverses) ont augmenté de 1,4 %. Les seuls frais généraux se sont accrus de 2,2 %, dont 1,9 % pour les frais de personnel. Globalement, la productivité de l'ensemble des établissements de crédit s'est améliorée, puisque le produit net bancaire par agent est passé de 192 460 euros en 2001 à 195 190 euros en 2002. Dans l'ensemble, la hausse des charges générales a été plus faible que celle du produit net bancaire, ce qui a permis une augmentation du résultat brut d'exploitation (5,4 %) et une réduction du coefficient net d'exploitation (qui rapporte l'ensemble des charges générales de fonctionnement au produit net bancaire), lequel est revenu de 66,3 % en 2001 à 65,4 % en 2002.

Le coût du risque de crédit s'est inscrit en hausse modérée, à 4,4 milliards d'euros (+ 6,3 %). En effet, le ralentissement de la croissance et le contexte international troublé ont entraîné la poursuite de la détérioration des risques sectoriels et internationaux, ce qui s'est traduit par un nouvel effort de provisionnement. Celui-ci est resté toutefois contenu puisque, sur l'ensemble de l'activité, il a représenté 16,7 % du résultat brut d'exploitation (16,6 % en 2001). Cette charge intègre des mouvements de reprises sur les provisions pour risques et charges de près de 1 milliard d'euros. Si l'on neutralise ces mouvements, le coût du risque de crédit s'est inscrit en hausse de 9,8 % sur l'ensemble de l'activité, ce qui représente 20,2 % du résultat brut d'exploitation. Sur base métropolitaine, l'évolution est encore plus modérée, puisque le coût du risque de crédit est resté stable entre les deux exercices. Il convient néanmoins de demeurer prudent dans la mesure où la situation économique en France s'est quelque peu détériorée. Le décalage avec lequel les risques se matérialisent dans les comptes laisse donc supposer que de nouvelles provisions devraient être comptabilisées au cours de l'exercice 2003 et ce, malgré les efforts de gestion et de suivi des risques. L'exercice 2002 confirme donc l'évolution déjà observée en 2001. Le ralentissement économique s'est traduit par une remontée du risque de crédit, mais l'impact sur les comptes de résultat des établissements de crédit français est resté modéré. Certaines entités ont enregistré toutefois une hausse sensible de l'effort de provisionnement, en raison notamment d'une exposition importante aux États-Unis ou en Amérique latine.

² Tous les produits et charges résultant d'opérations bancaires mettant en jeu des capitaux sont retenus (opérations avec la clientèle, mais aussi opérations interbancaires et opérations sur titres).

³ Il s'agit du produit net bancaire rapporté à la somme du total de situation et de l'équivalent crédit des engagements sur instruments financiers à terme.

En revanche, en raison des turbulences financières et de la baisse des marchés boursiers, les gains nets sur actifs immobilisés se sont inscrits en net repli (– 60,8 %). Cette évolution est essentiellement imputable aux résultats des plus grands établissements, qui disposent d'un portefeuille de participations important et ont affiché une diminution des plus-values nettes de cession ainsi que des dotations aux provisions sur ce portefeuille. Au final, le résultat courant avant impôt s'est établi à 23,5 milliards d'euros sur l'ensemble de l'activité (– 4,2 %).

Globalement, le résultat net s'est inscrit en progression de 4,7 %, s'affichant à 18,6 milliards d'euros. Le coefficient de rentabilité des fonds propres (ou ROE) s'est finalement établi à 9,1 %, en léger recul par rapport à 2001 (9,6 %).

2. Les résultats consolidés des principaux groupes bancaires en 2002

L'étude des résultats consolidés porte sur un échantillon de sept groupes bancaires ⁴, dont le total de bilan global a représenté, en 2002, 58,9 % du total de la situation, sur base sociale, de l'ensemble des établissements de crédit.

En s'établissant à 61,5 milliards d'euros, le produit net bancaire a enregistré une faible augmentation, de 0,5 %, après une progression de 4,4 % en 2001. Cette évolution apparaît moins favorable que celle observée sur base sociale, le décalage pouvant notamment s'expliquer par la sortie de filiales étrangères du périmètre de consolidation. Les opérations avec la clientèle ont bénéficié du maintien de la consommation des ménages en France et dans les autres pays d'implantation. Elles ont cependant enregistré un produit net en recul de 3,6 %, à 35 milliards d'euros, en liaison avec la baisse des résultats nets d'intérêt (– 5,3 %), partiellement compensée par la hausse des résultats nets sur les commissions (6,6 %). En revanche, en dépit de l'instabilité des marchés financiers, les opérations de hors-bilan ont dégagé un produit net en hausse de 33 %, à 18,5 milliards d'euros, essentiellement en raison de la progression des opérations sur instruments financiers. Elles ont compensé la perte enregistrée sur les opérations sur titres (– 3,3 milliards d'euros), principalement du fait des titres de transaction. Enfin, les revenus tirés des opérations sur services financiers ont baissé de 4,2 %, à 8 milliards d'euros.

Les coûts de structure n'ont augmenté que de 0,7 %. Le résultat brut d'exploitation s'est maintenu aux alentours de 19 milliards d'euros et le coefficient net d'exploitation (qui rapporte le total des frais généraux et des dotations aux amortissements au produit net bancaire) ne s'est que très légèrement détérioré (– 0,1 point), à 69,0 %.

Le résultat d'exploitation s'est établi à 13,6 milliards d'euros, en léger recul (– 2,7 %). En effet, les grands groupes bancaires ont poursuivi leur effort de provisionnement, les dotations aux provisions pour risque de crédit atteignant 5,5 milliards d'euros. Le rythme de hausse s'est cependant inscrit en net repli par rapport à 2001 (7,3 %, contre 28 %), la charge du risque demeurant, en particulier,

⁴ BNP Paribas, Groupe Crédit agricole, Société générale, Crédit lyonnais, Banques fédérale des Banques populaires, CCF-HSBC, Crédit industriel et commercial.

contenue sur le plan intérieur. Au total, elle représente 8,9 % du produit net bancaire et 28,7 % du résultat brut d'exploitation (contre, respectivement, 8,3 % et 26,8 % en 2001).

Le résultat courant avant impôt a baissé de 14,5 %, à 14,8 milliards d'euros. Cette contraction provient de la diminution des plus-values nettes de cession sur immobilisations financières, revenues de 2,3 milliards d'euros à 1,5 milliard, et de l'augmentation significative des dotations nettes aux provisions sur ces immobilisations, qui ont atteint 1,2 milliard, après 0,4 milliard en 2001.

Au final, le résultat net part du groupe s'est affiché, pour l'ensemble de l'échantillon, à 8,9 milliards d'euros (– 4,2 %), la rentabilité des fonds propres s'inscrivant aux alentours de 10 %, avec un ratio proche de 16 % pour les groupes les plus performants.

3. La rentabilité des grandes banques internationales a reculé en 2002

En 2002 ⁵, les grandes banques internationales ont affronté un environnement économique marqué par une reprise fragile de la croissance aux États-Unis et la poursuite du ralentissement de l'activité en Europe et au Japon. Les marchés boursiers ont, par ailleurs, connu une nouvelle tendance baissière liée à un climat d'incertitude grandissant. Dans ce contexte, à l'exception des groupes situés aux États-Unis et au Royaume-Uni, les grandes banques internationales ont enregistré des résultats en repli pour la deuxième année consécutive.

Le produit net bancaire de l'ensemble des banques de l'échantillon a reculé de 6,1 %, après une augmentation de 7,8 % l'année précédente. Cette évolution est globalement attribuable au ralentissement de la croissance des produits nets d'intermédiation et au recul des autres recettes. En effet, en liaison avec la dégradation de l'environnement économique et en dépit de la poursuite de conditions favorables de refinancement, les activités de crédit ont enregistré un ralentissement dans la plupart des pays. Par ailleurs, la poursuite des turbulences sur les marchés boursiers a conduit à une sensible diminution des volumes d'activité dans les métiers de banque d'investissement et de gestion d'actifs, entraînant un recul des commissions perçues et des revenus sur les opérations de portefeuille. Les recettes de *trading* ont été particulièrement affectées.

Cependant, les frais de fonctionnement ont enregistré un recul supérieur à celui du produit net bancaire. Même si les évolutions se sont avérées disparates selon les groupes, la baisse provient essentiellement de la mise en place d'importants programmes d'adaptation des charges, particulièrement dans le secteur de la banque d'investissement. En conséquence, le résultat brut d'exploitation a reculé à un rythme plus faible que le produit net bancaire.

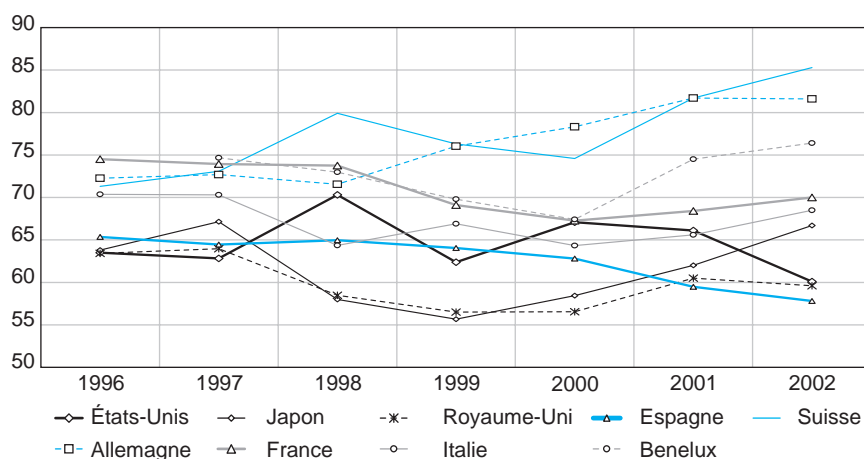
⁵ L'analyse s'appuie sur les comptes de résultats consolidés, retraités dans la base Bankscope, des cinq plus grands groupes bancaires en Allemagne, au Benelux, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Italie, au Japon, au Royaume-Uni et en Suisse.

Les soldes intermédiaires de gestion qui apparaissent pour les établissements français peuvent diverger de ceux présentés en partie 2, compte tenu de différences dans les échantillons retenus ainsi que dans les documents comptables utilisés.

Pour ce qui concerne le coefficient net d'exploitation, les grandes banques américaines ont enregistré une amélioration significative (- 6 points). Elles s'inscrivent, en niveau, juste après les groupes espagnols et britanniques, dont le coefficient s'est également amélioré, s'établissant à moins de 60 %. Pour leur part, les banques allemandes sont parvenues à enrayer le processus de dégradation constaté depuis 1999, tout en se situant à un niveau toujours supérieur à 80 %. Dans les autres pays, les grands groupes bancaires ont connu une augmentation du coefficient net d'exploitation allant de 1,5 point pour les banques françaises à 4,7 points pour les banques japonaises.

Le coefficient net d'exploitation

(en %)



Source : *Bankscope*

Par ailleurs, le coût global du risque de crédit a diminué de plus de 12 %, après l'effort de provisionnement très important enregistré au titre de 2001, lié principalement aux faillites de grands groupes aux États-Unis et à la crise en Argentine. Compte tenu de la nature des engagements propres à chaque groupe bancaire et de l'environnement économique dans lequel il évolue, des évolutions hétérogènes ont été observées en 2002. La plus forte hausse a été subie par les banques suisses et les banques allemandes, ces dernières étant particulièrement touchées par l'augmentation du risque domestique. Au Benelux et en Italie, les engagements internationaux (États-Unis, Amérique latine) ont entraîné un alourdissement marqué des dotations aux provisions pour certains groupes. Le provisionnement important réalisé en 2001 a permis aux banques américaines et britanniques d'enregistrer une hausse contenue de la charge du risque et aux banques espagnoles, françaises et japonaises d'afficher une diminution des dotations aux provisions. Si cette évolution est très modérée en Espagne et en France, la baisse est particulièrement significative au Japon, après la hausse exceptionnelle de l'exercice précédent.

Dans la plupart des pays étudiés, les grands groupes bancaires ont dégagé un résultat net en recul par rapport à 2001. Les grandes banques américaines se sont particulièrement démarquées avec une augmentation de leur bénéfice net, le

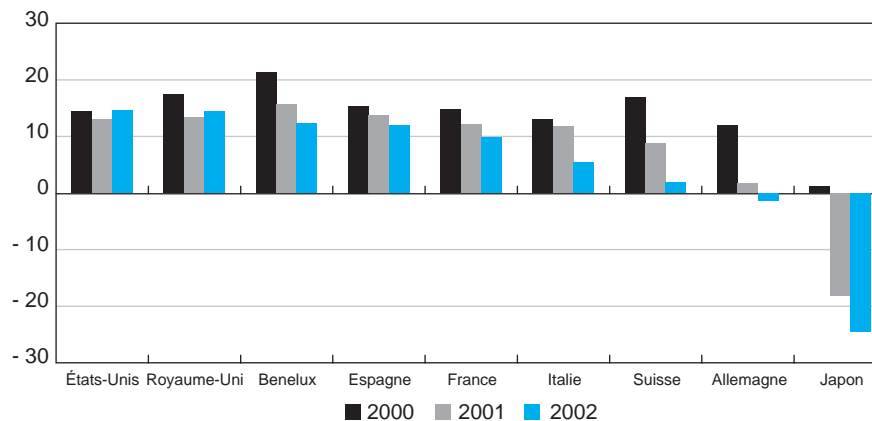
dynamisme des activités d'intermédiation et l'ajustement rapide des coûts leur permettant de supporter un effort de provisionnement encore soutenu et de faire face aux turbulences des marchés financiers.

En Europe, seules les banques britanniques ont présenté un bénéfice net global en hausse, en raison de la progression significative enregistrée par deux groupes bancaires. Les banques allemandes ont subi une perte nette globale, chaque groupe présentant individuellement un résultat négatif, à l'exception de l'un d'entre eux, légèrement bénéficiaire. D'une manière générale, la mise en place de programmes de réduction des coûts et la cession de participations n'ont pas suffi à compenser les pertes opérationnelles et la hausse importante des provisions. Dans les autres pays européens, les groupes bancaires ont affiché des résultats globaux positifs, mais pour l'essentiel en recul. C'est en Espagne que la dégradation a été la plus contenue (environ 14 %), les banques françaises et celles du Benelux se caractérisant par un ralentissement un peu plus marqué, supérieur à 20 %. Enfin, les banques italiennes et suisses ont présenté les résultats les moins favorables (respectivement - 48 % et - 88 %).

Au Japon, en dépit de mesures visant à l'assainissement des bilans bancaires, l'environnement économique et le poids encore très lourd des créances douteuses ont entraîné une nouvelle perte nette, légèrement plus importante que celle affichée en 2001.

La rentabilité des fonds propres

(en %)



Source : Bankscope

En conclusion, les banques américaines et britanniques ont amélioré leur rentabilité, qui demeure la plus élevée sur le plan international. Dans les autres pays, les groupes bancaires ont connu des reculs plus ou moins marqués, essentiellement liés à la dégradation de l'environnement économique et financier. Les banques japonaises et, dans une moindre mesure, les banques allemandes, ont de surcroît pâti de la persistance de problèmes structurels.

4. Les résultats au premier semestre 2003

4.1. Les résultats sociaux sont restés globalement stables

Résultats sociaux du premier semestre 2003

Ensemble des établissements de crédit – Ensemble de l'activité

	(montants en milliards d'euros, variation en %)		
	1 ^{er} semestre 2002	1 ^{er} semestre 2003	Variation
Produit net bancaire	41,3	42,2	2,2
Frais de structure	25,0	25,3	1,4
Résultat brut d'exploitation	16,3	16,9	3,5
Dotations nettes aux provisions et pertes nettes sur créances irrécupérables	1,6	1,6	0,4
Résultat d'exploitation	14,7	15,2	3,8
Résultat sur actifs immobilisés	0,1	- 0,3	-
Résultat courant avant impôt	14,8	14,9	1,1
Résultat net	12,5	11,8	- 5,6

Source et réalisation : Secrétariat général de la Commission bancaire

Malgré des signes de reprise économique aux États-Unis et une remontée progressive des marchés boursiers, l'environnement économique et financier est resté difficile au premier semestre 2003, notamment en Europe, celle-ci ayant subi un ralentissement marqué de la croissance. Ainsi, dans l'Hexagone, le produit intérieur brut a reculé de 0,3 % au deuxième trimestre, du fait de la baisse de l'investissement et du ralentissement de la consommation des ménages. Dans ce contexte, seule la demande de prêts immobiliers est restée soutenue, les autres catégories de crédits enregistrant un ralentissement. L'environnement financier s'est progressivement amélioré. Après un début d'année particulièrement difficile, la plupart des indices des places financières internationales ont bénéficié d'un rebond au deuxième trimestre. Le CAC 40 a effacé ses pertes au 30 juin 2003, le mouvement de reprise se confirmant par la suite. Enfin, sur les marchés de change, le cours de l'euro s'est apprécié, principalement vis-à-vis du dollar. Dans cet environnement économique plus difficile, les résultats des établissements de crédit français ont néanmoins continué d'afficher une certaine résistance. Le dynamisme de la banque de détail s'est prolongé, compensant les performances plus contrastées dans les activités de marché. Ces dernières ont toutefois bénéficié du rebond des marchés boursiers au deuxième trimestre. Au total, le résultat net s'est inscrit en faible repli par rapport au premier semestre 2002 (- 5,6 %), atteignant 11,8 milliards d'euros.

Les établissements de crédit de l'échantillon ont enregistré une augmentation de leur produit net bancaire de 2,2 % sur l'ensemble de l'activité. Celui-ci s'est ainsi élevé, au 30 juin 2003, à près de 42,2 milliards d'euros.

Cette hausse est notamment imputable aux opérations interbancaires, puisqu'un produit net de 677 millions d'euros a été dégagé, contre une charge nette de 513 millions au 30 juin 2002. Cette évolution s'explique notamment par des taux d'intérêt plus bas qu'un an auparavant.

Les opérations de change ont dégagé un produit net d'environ 1,6 milliard d'euros (1 milliard au premier semestre 2002).

Les produits accessoires et divers nets ont également contribué à l'amélioration du produit net bancaire avec une hausse des revenus nets de 5,6 %, à 1,4 milliard d'euros.

Les opérations sur titres ont généré un produit net de 3,2 milliards d'euros, après une charge nette de 3,1 milliards un an auparavant. S'agissant des opérations sur le portefeuille-titres, les résultats sont en net redressement. Les gains nets sur les titres de transaction ont fortement augmenté (de 1,8 à 7,1 milliards d'euros). Les titres de placement ont fait l'objet de reprises nettes aux provisions de 310 millions d'euros. En revanche, les dotations nettes aux provisions sur les titres de l'activité de portefeuille ont atteint 229 millions d'euros (49 millions un an auparavant). Quant aux dettes représentées par un titre, la baisse des taux a entraîné de moindres coûts de financement (les charges relatives aux dettes représentées par des titres ont ainsi baissé de 14,7 %).

En revanche, les opérations de financement à long terme ont dégagé un flux net de recettes de 5,2 milliards d'euros, en baisse de 8,2 %.

Les opérations avec la clientèle ont généré un produit net de 23,3 milliards d'euros, en recul de 6,9 %. De fait, la part des opérations avec la clientèle dans le produit net bancaire a baissé. Ce recul s'explique notamment par le fait que les charges issues des comptes d'épargne à régime spécial (qui représentent plus de la moitié des charges relatives aux opérations avec la clientèle) ont augmenté de 4,5 %, alors que, du côté des produits, les flux se sont inscrits en repli, à l'exception des produits de crédits à l'habitat (+ 2,6 %). De la même façon, les opérations de crédit-bail et de location simple ont dégagé un produit net de 2,2 milliards d'euros, en repli de 10,2 %.

Quant aux opérations de services financiers, les recettes nettes ont faiblement augmenté, de 1,1 %. La baisse des commissions perçues sur les opérations de titres pour le compte de la clientèle, ainsi que sur les activités d'assistance et de conseil, a été compensée par l'augmentation des produits nets sur les moyens de paiement.

Enfin, les opérations de hors-bilan ont dégagé une charge nette de 1,6 milliard d'euros (produit net de 3,7 milliards au 30 juin 2002). Rappelons que ces opérations se caractérisent par leur forte volatilité.

Toutes zones confondues, les frais d'exploitation ont augmenté de 1,4 %. Les frais de personnel ont crû de 3,8 % tandis que les autres charges générales ont reculé de 1,5 % sur l'ensemble de l'activité. Ainsi, du fait de l'augmentation du produit net bancaire, le coefficient net d'exploitation (qui rapporte les frais d'exploitation au produit net bancaire) s'est légèrement amélioré, revenant de 60,5 % à 60 % entre le premier semestre 2002 et le premier semestre 2003. Le résultat brut d'exploitation s'est d'ailleurs inscrit en progression de 3,5 % sur l'ensemble de l'activité, atteignant près de 16,9 milliards d'euros.

La charge liée au risque de crédit est restée stable (+ 0,4 %), à 1,6 milliard d'euros. Certes, le ralentissement économique a fragilisé le tissu économique, notamment les petites et moyennes entreprises. Pour autant, la montée des créances douteuses est restée modérée en France, tandis qu'à l'international l'amélioration progressive observée aux États-Unis a compensé la montée des risques en Europe. Il en a découlé une légère hausse du résultat d'exploitation (3,8 %), celui s'affichant à 15,2 milliards d'euros.

En revanche, malgré un rebond au deuxième trimestre, le contexte boursier est demeuré difficile, notamment en début d'année. Ainsi, les opérations sur immobilisations se sont traduites par des résultats en nette baisse. Les plus-values nettes de cession sur immobilisations corporelles, incorporelles et financières ont augmenté, passant de 292 à 402 millions d'euros, mais les dotations nettes aux provisions sur immobilisations financières se sont accrues sensiblement et ont atteint près de 692 millions d'euros au 30 juin 2003 (189 millions au 30 juin 2002).

Au final, il ressort de ces éléments une faible diminution (– 5,5 %) du résultat net, qui s'est établi à 11,8 milliards d'euros. Il convient, toutefois, de souligner que les écritures comptables du premier semestre sont partielles et ne peuvent refléter parfaitement l'évolution de l'environnement au cours de cette période.

4.2. ... alors que les résultats consolidés des grands groupes bancaires s'améliorent

Pour ce qui concerne les principaux groupes bancaires français ⁶, la récurrence des revenus de la banque de détail et le rebond de la banque d'investissement, conjugués à des programmes de maîtrise des coûts, ont permis de dégager des résultats opérationnels en hausse au premier semestre 2003.

Le produit net bancaire a ainsi augmenté de 6 % par rapport au premier semestre 2002, à 33,9 milliards d'euros. De fait, la hausse de la demande de crédits, largement tirée par le fort développement des crédits immobiliers, ainsi que le bon niveau de collecte des ressources ont généré une croissance des recettes de la banque de détail — intérêts et commissions de service. Les commissions sur placements et titres, impactées par la chute des transactions en début d'année, se sont inscrites en diminution sensible. Pour leur part, les activités de banque d'investissement ont profité de la reprise des marchés boursiers au deuxième trimestre, les grands groupes enregistrant globalement de bonnes performances dans les compartiments taux et actions.

⁶ BNP Paribas, Groupe Crédit agricole - Crédit lyonnais (*pro forma*), Société générale, Groupe Banques populaires, Crédit industriel et commercial.

L'adaptation des charges de fonctionnement a été poursuivie, la hausse globale n'atteignant que 1 %, contre 3 % au premier semestre 2002. Les coûts de structure ont été contenus en banque de détail, et une nouvelle réduction a été réalisée en banque d'investissement. Compte tenu de l'amélioration du produit net bancaire, le coefficient net d'exploitation a reculé de près de trois points, à 65,5 %. Le résultat brut d'exploitation a enregistré une hausse de 15,9 %.

La charge du risque de crédit s'est accrue, en revanche, de 20,7 %, à 2,8 milliards d'euros, soit 23,8 % du résultat brut d'exploitation. Constituée pour une part significative de dotations aux provisions générales, elle s'est concentrée dans la banque de financement mais, contrairement aux exercices 2001 et 2002, ce sont le plus souvent des contreparties européennes, et non plus américaines, qui sont à l'origine de la hausse. Le résultat d'exploitation a augmenté de 14 %. Enfin, en dépit du recul des gains nets sur immobilisations financières, les groupes bancaires sous revue ont affiché un résultat final semestriel en hausse de 8,3 %, à 5 milliards d'euros.

Une amélioration de l'environnement économique et financier international est constatée au cours du second semestre 2003 et cette évolution devrait se renforcer en 2004. Néanmoins, la vitesse et l'ampleur de la reprise dont pourrait bénéficier l'économie française demeurent incertaines. Les établissements de crédit pourraient donc encore connaître une évolution modérée de leur activité dans les mois à venir, les incitant à rester particulièrement attentifs à la gestion de leurs charges et à la maîtrise de leurs risques.